

Russie : les responsables de la répression des manifestations et de l'arrestation d'Alexei Navalny doivent être sanctionnés

mardi 26 janvier 2021

Paris, le 26 janvier - La FIDH condamne avec vigueur la répression qui a frappé les manifestations de centaines de milliers de personnes en Russie, le samedi 23 janvier. L'arrestation d'Alexei Navalny et de son équipe, et la détention arbitraire de nombreux manifestants pacifiques venus dénoncer cette arrestation sont incompatibles avec le respect des droits politiques et individuels de chacun.

La FIDH demande instamment à la Russie de libérer tous les manifestants pacifiques arrêtés après les manifestations du 23 janvier organisées à la suite de l'arrestation et de l'emprisonnement d'Alexei Navalny, qui doit lui aussi être remis en liberté.

La FIDH demande instamment à la Russie d'abandonner toutes les accusations qui pèsent sur les personnes interpellées et d'autoriser ses citoyens à exercer librement leurs droits fondamentaux. La FIDH exhorte l'Union européenne à adopter des sanctions individuelles contre les fonctionnaires impliqués dans la répression des manifestations du samedi 23 janvier, dans la détention arbitraire d'Alexei Navalny et d'autres violations des droits humains.

Entre 250 000 et 300 000 personnes ont participé aux manifestations du 23 janvier. Malgré des arrestations préventives, des actes d'intimidation et des menaces contre les probables manifestants, notamment des étudiants, des habitants de 125 villes à travers le pays sont descendus dans la rue.

Ces manifestations pacifiques ont été violemment réprimées par les forces de l'ordre, dont les patrouilles anti-émeutes. Des vidéos tournées par des manifestants témoignent d'un usage disproportionné de la force : au moins 28 personnes ont été blessées à coup de matraques en caoutchouc ou au cours de détentions musclées. L'image de cette femme frappée à l'estomac par un policier qui voulait la dégager de son chemin alors qu'il traînait un manifestant vers le car de police, a déclenché un tollé. Des avocats de Memorial, l'organisation membre de la FIDH en Russie, ont documenté un nombre significatif de violations commises contre des détenus dans 39 villes de Russie.

Des personnes arrêtées ont été maltraitées dans au moins 25 commissariats. Dans de nombreux cas, elles ont été menacées, n'ont pas eu accès à un avocat, leurs passeports ont été confisqués, elles ont parfois été obligées de signer des rapports ou au contraire, ont été empêchées de porter plainte. Près de 3 700 manifestants ont été emprisonnés et 15 dossiers ont été ouverts au pénal contre des manifestants pacifiques, simplement pour avoir participé aux manifestations.

Des sociologues ont noté un changement qualitatif dans la composition des manifestations, comparée à celles de 2011 et [2019](#) considérées comme les plus importantes de l'histoire de la Russie moderne : cette fois-ci, 42% des manifestants manifestaient pour la première fois et seulement 5% d'entre eux avait moins de 18 ans.

Alors que dans les mouvements précédents, Moscou était l'épicentre de la contestation, la capitale russe n'a rassemblé qu'un quart des manifestants. La majorité des manifestants ont été scandalisés non pas tant

par l'arrestation d'Alexei Navalny, qui a survécu à un empoisonnement au Novichok, que par l'enquête réalisée par son équipe sur un palais prétendument construit pour Vladimir Poutine, et vue plus de 90 millions de fois sur YouTube. Beaucoup entendaient protester contre la corruption généralisée, contre la répression systématique de toute concurrence politique et contre l'absence d'un système judiciaire indépendant.

Sachant que les participants à ces rassemblements non autorisés ont été menacés d'amendes et de peines de prison, et que la probabilité d'être frappés par la police était élevée, le nombre record de manifestants montre que de nombreux citoyens refusent de tolérer plus longtemps le régime répressif de Poutine.

« Les manifestations de la semaine dernière montrent de nombreux signes positifs. Les gens ont de moins en moins peur du régime et de plus en plus de volonté pour défendre leurs droits », estime Valentin Stefanovic, vice-président de la FIDH. « Toutefois, comme après chaque cycle de protestations, les violations graves des droits politiques fondamentaux des citoyens russes vont probablement se poursuivre car les opposants politiques au président Poutine se sentent plus courageux et appellent à de nouvelles protestations ce samedi 30 janvier. »

La FIDH condamne vigoureusement les agissements de la Fédération de Russie qui sont incompatibles avec ses engagements au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention européenne des droits de l'homme.

La FIDH exhorte les autorités russes à relâcher immédiatement les personnes arrêtées alors qu'elles ne faisaient qu'exercer leur liberté d'expression et de rassemblement, ainsi qu'Alexei Navalny et tous les autres prisonniers politiques du pays.

La FIDH appelle l'Union européenne et ses États membres à imposer des sanctions aux individus et aux personnes morales impliqués dans la répression du 23 janvier et responsables de l'arrestation et de l'emprisonnement d'Alexei Navalny, dont Vladimir Poutine.

La FIDH se joint à [l'initiative du Parlement européen](#) qui appelle l'UE et ses États membres à élaborer une nouvelle stratégie de relations avec la Russie qui soit axée autour du soutien à la société civile et de la promotion des valeurs démocratiques, de l'État de droit, des libertés fondamentales et des droits humains.

Cette stratégie devrait comprendre l'adoption de sanctions individuelles contre des fonctionnaires russes et contre des hommes d'affaire liés au régime et membres du cercle rapproché de Vladimir Poutine, notamment ceux qui sont liés à l'arrestation d'Alexei Navalny, à la répression des manifestations du 23 janvier et à d'autres cas de violations des droits humains.

L'Union européenne et ses États membres devraient examiner de manière critique la coopération avec la Russie dans le cadre de diverses plateformes de politique étrangère mais aussi de projets tels que Nord Stream 2 dont les travaux doivent être suspendus immédiatement.